



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 33 – Du 3 au 9 septembre 2021

En bref

Bangladesh : Prolongement du dispositif de rééchelonnement des remboursements auprès des institutions financières non bancaires jusqu'à fin décembre. Le Bangladesh intègre la *New Development Bank*. Le Bangladesh se prononce en faveur d'une adhésion au RCEP.

Bhoutan : Assouplissement des règles d'accès à la propriété par la Banque centrale bhoutanaise.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Fitch maintient la note souveraine de l'Inde à BBB-. L'indice PMI services de nouveau en expansion après trois mois consécutifs de contraction. Forte augmentation des exportations et des importations en août. Les ventes du secteur privé ont augmenté de 60,6% au terme du T1 2021/22. Baisse du chômage au T4 2020 selon l'Office national de la statistique. *Politique monétaire, secteur bancaire et financier :* 10 banquiers d'affaires nommés pour gérer l'introduction en bourse de LIC. *Finances publiques :* Les Etats fédérés lèvent 145 Mds INR par la vente d'obligations d'Etats. Le gouvernement s'en tient à la date limite du 15 septembre pour soumettre des offres financières pour Air India. *Autres informations :* Piyush Goyal nommé Sherpa indien pour le G20. Le sommet des BRICS sous présidence indienne s'est tenu virtuellement cette semaine. Aon Survey prévoit une augmentation moyenne des salaires de 9,4% en 2022. Augmentation des prix de soutien minimaux pour les cultures de rabi.

Maldives : Reprise progressive du nombre d'arrivées de touristes qui reste inférieur au niveau pré-Covid.

Népal : Objectif d'investissements fixé par l'*Investment Board Nepal* à 10 Mds USD sur cinq ans. La Banque centrale publie un avis sur la crypto-monnaie.

Pakistan : Les dépôts dans les banques ont augmenté de 18% au cours de l'exercice budgétaire 2020/21. Le Pakistan prépare activement les négociations pour le renouvellement du SPG+. L'Indice de cotation de la bourse de Karachi pourrait se voir rétrogradé par MSCI (*Morgan Stanley Capital International*). La dépréciation de la roupie (PKR) face au dollar se poursuit atteignant un nouveau plancher à 167,23 PKR.

Sri Lanka : La Banque centrale annonce un ancrage de la roupie au dollar. Extension du moratoire sur le remboursement des emprunts bancaires en faveur des entreprises jusqu'au 31 décembre. Hausse du déficit budgétaire de 6% sur les six premiers mois de l'année.

Bangladesh

Prolongement du dispositif de rééchelonnement des remboursements auprès des institutions financières non bancaires jusqu'à fin décembre

La banque centrale a de nouveau prolongé jusqu'à fin décembre 2021 le dispositif de rééchelonnement des remboursements de prêts auprès des institutions financières non bancaires (36 NBFI sont concernées).

Si la moitié au moins des échéances sont honorées, les prêts échapperont à leur classification comme créance douteuse, et le débiteur se verra accorder un différé d'un an pour apurer ses arriérés.

Ces mesures devraient contribuer à accélérer la reprise économique déjà perceptible sur l'exercice budgétaire échu en juin 2021, avec une croissance du PIB estimée à 5,5%, contre 3,1% en 2019/20.

Les encours des prêts non performants (PNP) détenus par les NBFI ont progressé de 47% entre mars 2020 et mars 2021, où ils atteignaient 100,34 Mds BDT (1 Md EUR) contre 70,3 Mds BDT un an plus tôt et 100,5 Mds BDT fin 2020.

Le Bangladesh intègre la *New Development Bank*

Le Bangladesh est officiellement entré le 20 août au capital de la banque de développement des BRICS, à hauteur de 1%, à côté des cinq pays fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud). Il a été suivi par l'Uruguay et les E.A.U.

Basée à Shanghai, la *New Development Bank* (NDB) a été fondée en juillet 2015 avec un capital social de 50 Mds USD dont 10 Mds USD de capital libéré. Le Bangladesh s'était initialement vu proposer une participation de 0,76% équivalent à un décaissement de 382 M USD payable en 7 ans. La NDB a offert à tous les pays membres des Nations Unies de souscrire à son capital.

Cette adhésion lui ouvre à terme la voie à des financements pour des projets d'infrastructures éco-responsables et financièrement soutenables.

En 2016 pour rappel, le Bangladesh a rejoint la banque de développement *Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB), dont il est devenu l'un

des principaux bénéficiaires., avec un portefeuille de 4,2 Mds USD.

Le Bangladesh se prononce en faveur d'une adhésion au RCEP

Le ministre du Commerce a annoncé le 7 septembre son intention de rejoindre le Partenariat économique régional global (RCEP) qui lie les 10 pays de l'ASEAN à la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Bangladesh doit être reclassé comme Pays en Développement en mars 2026 et perdra ainsi de nombreux droits d'accès aux marchés mondiaux, dont il bénéficie en tant que Pays Moins Avancé. Un courrier officiel sera adressé dans les prochains mois au secrétariat du RCEP.

Le Bangladesh n'a jusqu'à présent signé que trois accords bilatéraux de libre-échange (FTA) avec le Bhoutan, le Népal et Sri Lanka. Il est par ailleurs membre de trois accords de partenariat régionaux: *Developing Eight* (D8), *Asia-Pacific Trade Agreement* (Apta) et *South Asian Free Trade Area* (Safta).

L'accord commercial signé le 15 novembre 2020 par les 15 pays adhérents au RCEP représente un marché de 2,2 Mds de consommateurs.

Bhoutan

Assouplissement des règles d'accès à la propriété par la Banque centrale bhoutanaise

L'autorité monétaire royale (RMA), lors de sa 181e réunion du conseil d'administration, a approuvé les révisions des « Directives sur les prêts au logement (commerciaux et résidentiels), pour l'acquisition d'un véhicule et les prêts personnels ». La directive révisée intègre les modifications suivantes :

- La durée maximale du prêt pour le prêt au logement (commercial et résidentiel) est portée de 20 à 30 ans, hors période de grâce. Les prêts au logement existants seront éligibles à une prolongation de la durée du prêt ;

- Le ratio prêt/valeur maximum pour le prêt au logement commercial est augmenté de 70 à 80% dans le cas d'un prêt n'excédant pas 50 M BTN (0,6 M EUR) et de 60 à 70% pour un prêt supérieur à 50 M BTN ;
- Le ratio prêt/valeur maximum pour un prêt immobilier est rehaussé de 80 à 90 % ;
- Le provisionnement pour les prêts immobiliers en souffrance de 90 jours et moins est réduit de 100 à 50 %.

Pour rappel, le secteur du logement représentait 26% du portefeuille total de prêts évalué à 174,9 Mds BTN (environ 2 Mds EUR) fin juin 2021.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Fitch maintient la note souveraine de l'Inde à BBB-

Fitch Ratings a maintenu la note souveraine de l'Inde inchangée à BBB- avec une perspective négative en raison de la hausse du taux d'endettement public et de l'incertitude sur la trajectoire de la dette. La notation reste inchangée par rapport à avril de cette année. Dans le même temps, selon S&P, l'économie indienne devrait afficher une croissance robuste au cours des prochains trimestres, car plusieurs indicateurs à haute fréquence augurent une poursuite de la reprise. Les ventes de véhicules automobiles et les recettes fiscales sur les produits et services reflètent cette évolution au cours du trimestre de juillet à septembre. Le gouverneur de la banque centrale a également réitéré ses estimations de croissance de 9,5% pour l'exercice 2021/22, soulignant la préparation satisfaisante des entreprises en cas de troisième vague.

L'indice PMI services de nouveau en expansion après trois mois consécutifs de contraction

L'indice PMI des services, publié par IHS Markit, a bondi à 56,7 en août contre 45,4 en juillet et après trois mois consécutifs de contraction

consécutivement à une stabilisation de la situation sanitaire et la poursuite de la campagne de vaccination.

Les ventes et la production des prestataires de services se sont améliorées en août alors que plusieurs établissements ont rouvert après la deuxième vague de Covid-19, ce qui a renforcé la confiance des entreprises. En revanche, la création d'emplois est restée modeste, les entreprises étant déjà en mesure de répondre à la hausse des commandes. Les fournisseurs de services ont indiqué que la hausse des prix du carburant, des ventes au détail et du transport a fait grimper leurs dépenses en août au rythme le plus rapide des quatre derniers mois. Ils ont par conséquent répercuté la hausse des coûts des intrants sur les utilisateurs finaux.

	Manufacturier	Services	Composite
août-21	52,3	56,7	54,5
juillet-21	55,3	45,4	50,4
juin-21	48,1	41,2	44,7
mai-21	50,8	46,4	48,6
avr-21	55,5	54,0	54,8
mars-21	55,4	54,6	55,0
févr-21	57,5	55,3	56,4
janv-21	57,7	52,8	55,3
déc-20	56,4	52,3	54,4
nov-20	56,3	53,7	55,0
oct-20	58,9	54,1	56,5
sept-20	56,8	49,8	53,3
août-20	52,0	41,8	46,9

Forte augmentation des exportations et des importations en août

Les exportations de marchandises indiennes ont augmenté de 45,2% en glissement annuel pour atteindre 33,1 Mds USD en août, à comparer avec une baisse de 12,2% enregistrée au même mois l'année dernière. Les exportations de produits pétroliers ont augmenté de 140 % pour atteindre 4,6 Mds USD tandis que les exportations non pétrolières ont été portées à 28,6 Mds USD, soit une augmentation voisine de 36,5% en g.a.

Dans le même temps, les importations de marchandises se sont élevées à 47 Mds USD en

août (+51,5 % en g.a.). Les importations de produits pétroliers ont augmenté de 80,5% pour atteindre 11,6 Mds USD et celles non-pétrolières ont augmenté de 43,9% pour atteindre 35,4 Mds USD.

En conséquence, le déficit commercial s'est accru pour atteindre 13,9 Mds USD en août, contre 8,2 Mds USD un an plus tôt.

Les ventes du secteur privé ont augmenté de 60,6% au terme du T1 2021/22

D'après un rapport publié par la Reserve Bank of India (RBI), le secteur privé a enregistré une croissance de 60,6% en glissement annuel de ses ventes au cours du trimestre clos en juin 2021, après une forte contraction de 37% subie au cours du trimestre de l'année dernière. Ces données sont une agrégation des performances financières trimestrielles de 2 610 sociétés non gouvernementales non financières (NGNF) cotées.

Les dépenses d'exploitation globales des sociétés de l'échantillon ont augmenté de 67 % en g.a, poussées par la hausse des coûts des matières premières (+109,1%) et du carburant (+65,3). Les bénéfices d'exploitation ont quasiment doublé (+93,5%) par rapport à avril-juin 2020.

En outre, une maigre augmentation de 3,7% des dotations aux amortissements et une baisse de 8,6% des charges d'intérêts ont aidé le secteur privé à réaliser des bénéfices nets de 903,3 Mds INR au cours du trimestre clos en juin 2021.

Ces résultats s'expliquent principalement par un effet de base très favorable, l'activité commerciale s'étant brutalement arrêtée en raison du confinement national imposé par les autorités entre mars et juin 2020. Par ailleurs, si on compare les performances avec le T4 2020/21, on constate que les ventes se contractent de 7,6%, tout comme les bénéfices d'exploitation (-5,8% en g.t.), indiquant un essoufflement de la reprise.

Baisse du chômage au T4 2020 selon l'Office national de la statistique

Le taux de chômage en Inde est tombé à 10,3% au cours du trimestre clos en décembre 2020, contre 13,2% au trimestre précédent, selon l'enquête périodique sur la population active (PLFS) menée par l'Office national de la statistique (NSO). Les données se rapportent à l'Inde urbaine et sont basées sur un relevé hebdomadaire. Le taux de chômage des hommes a baissé de 310 points de base à 9,5%, tandis que celui des femmes a baissé de 270 points de base à 13,1%. Le taux de chômage au terme du T4 2020 pour les deux sexes est toutefois resté considérablement supérieur à leurs niveaux d'avant Covid. Le taux de participation au marché du travail (LFPR) s'est également amélioré au cours du trimestre de décembre 2020, mais seulement légèrement à 47,3 % contre 47,2 % au T3 2020. Environ 42,4% des Indiens de 15 ans et plus étaient employés au cours du T4 2020 après 40,9 % au T3 2020.

Politique monétaire, secteur bancaire et financier

10 banquiers d'affaires nommés pour gérer l'introduction en bourse de LIC

Le gouvernement a choisi dix banques d'affaires indiennes et mondiales de premier plan pour gérer l'introduction en bourse de la Life Insurance Corporation (LIC) de l'Inde. Il s'agit notamment de Goldman Sachs, JP Morgan, Citigroup, Nomura, Bank of America Securities, JM Financial, SBI Caps, Kotak Mahindra Capital, ICICI Securities et Axis Capital. Ces banques formeront un syndicat et conseilleront le Département de l'investissement et de la gestion des actifs publics (DIPAM) sur le calendrier et le prix plancher de l'introduction en bourse. Le gouvernement central a également choisi *Concept Communications* comme agence de publicité et *Kfintech* comme entreprise en charge du traitement et de l'allocation des offres/agent de transfert d'actions (registry) dans le cadre de l'introduction en bourse.

Finances publiques

Les Etats fédérés lèvent 145 Mds INR par la vente d'obligations d'Etats

Onze États ont levé un total de 145 Mds INR lors de l'adjudication hebdomadaire des titres d'État (*State Development Loans - SDL*) qui s'est tenue le 7 septembre. Jusqu'à présent, les emprunts sur le marché des gouvernements des États au cours de l'exercice 2021/22 ont été inférieurs de 14% par rapport au calendrier prévisionnel et de 10 % à ceux de la période comparable de l'exercice 2020/21.

Cette situation reflète la baisse des dépenses engagées par les États par rapport à leurs recettes. Avec la pandémie et les restrictions associées affectant les revenus des États, beaucoup d'entre eux ont réduit leurs dépenses non essentielles/de développement. Les États ont également été moins enclins à lever des fonds à plus long terme via des emprunts sur le marché et à augmenter leur passif après avoir lourdement emprunté au cours de l'exercice 21 (environ 8000 Mds INR, près de 100 Mds EUR). Cela pourrait également se faire dans une optique d'assainissement budgétaire et de maintien de leur déficit budgétaire dans les limites de l'objectif fixé par la Commission des Finances (4% du PIB étatique pour 2021/22).

Le gouvernement s'en tient à la date limite du 15 septembre pour la soumission des offres financières pour Air India

Un responsable a déclaré que le gouvernement respecterait la date limite du 15 septembre 2021 pour que les investisseurs fassent des offres pour acheter Air India. Cela contraste fortement avec la prolongation à cinq reprises du délai pour les offres préliminaires. Le responsable a ajouté qu'une fois les offres reçues d'ici le 15 septembre 2021, le gouvernement déciderait du prix de réserve. L'accord devrait être conclu d'ici la fin décembre. Le gouvernement cède la totalité de sa participation de 100 % dans Air India, qui est en perte depuis sa fusion avec l'opérateur national Indian Airlines en 2007.

Autres informations

Piyush Goyal nommé Sherpa indien pour le G20

Le 7 septembre 2021, le ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Union Piyush Goyal a été nommé Sherpa indien pour le G20. Le prochain sommet devrait se tenir du 30 au 31 octobre 2021 sous présidence italienne. Pour rappel, l'Inde assurera la présidence du G20 à partir du 1^{er} décembre 2022 et devrait organiser un sommet courant 2023 au terme de la présidence.

Le sommet des BRICS sous présidence indienne s'est tenu virtuellement cette semaine

Au-delà des contingences rhétoriques propres à ce type d'instance, il convient de retenir deux points de convergence entre les cinq membres, au vu du [communiqué publié le 9 septembre](#).

Profitant des implications financières du Covid sur les ressources du FMI, les BRICS affichent en effet leur « profonde déception » eu égard au 15^{ème} exercice de revue des quotes-parts des pays membres du FMI et « espèrent que le prochain exercice permettra de réduire la dépendance du Fonds à l'égard des ressources temporaires et de traiter la sous-représentation des pays émergents dans les quotes-parts et la gouvernance du Fonds ».

L'autre élément d'importance est lié à la mise en exergue de la *New Development Bank* (NDB-la banque des BRICS), probablement à la recherche de nouvelles sources de financement et au sujet de laquelle le communiqué souligne la volonté d'élargir le périmètre des pays actionnaires. L'objectif des BRICS (à tout le moins de certains d'entre eux) est de faire de la banque une institution engagée davantage dans le financement de projets d'infrastructure sociale et en mesure de mobiliser des financements privés. Il convient de signaler que la NDB devrait ouvrir prochainement un bureau en Inde.

Aon Survey prévoit une augmentation moyenne des salaires de 9,4% en 2022

Selon la 26^e enquête annuelle sur l'augmentation des salaires d'Aon, la hausse annuelle moyenne des salaires devrait passer à 9,4 % en 2022, contre 8,8 % en 2021 et 9,3 % en 2019. La projection

2022 est le signe d'une forte reprise économique et de l'amélioration du sentiment des consommateurs. Selon l'enquête, les trois principaux secteurs avec la plus forte augmentation de salaire prévue pour 2022 sont la technologie, le commerce électronique et les services liés aux technologies de l'information (TI). Les secteurs susceptibles d'afficher la plus faible augmentation de salaire prévue pour 2022 sont l'hôtellerie, les services d'ingénierie et l'énergie. L'enquête, couvrant 1 350 entreprises dans 39 secteurs, a en outre révélé que la plupart des entreprises ont une vision optimiste d'ici 2022. Environ 98,9% des entreprises ont l'intention d'augmenter les salaires en 2022, contre 97,5% des entreprises en 2021.

43% des entreprises sondées proposeraient une augmentation comprise entre 8 et 10% (contre 37% en 2021), 24,7% proposeraient une augmentation supérieure à 10% (contre 20,4 % en 2021). Enfin, la part des entreprises qui n'augmenteraient pas ou le feraient dans des proportions comprises entre 0 et 5 % devrait tomber respectivement à 1,1 et 4,5 % en 2022 (contre 2,5 et 7,3 % un an plus tôt).

Augmentation des prix de soutien minimaux pour les cultures de rabi

Le 9 septembre 2021, le Comité du Cabinet chargé des affaires économiques (CCEA) a approuvé une augmentation des prix de soutien minimaux (MSP) pour toutes les cultures de rabi (semées vers la mi-novembre après la fin de la mousson et récoltées en avril/mai) pour la campagne de commercialisation 2022/23.

cultures	2021/22	2022/23	Variation
	INR/quintal		%
blé	1975	2015	2
orge	1600	1635	2,2
gramme	5100	5230	2,5
lentilles	5100	5500	7,8
colza et moutarde	4650	5050	8,6
carthame	5327	5441	2,1

Maldives

Reprise progressive du nombre d'arrivées de touristes qui reste inférieur au niveau pré-Covid

De janvier à juillet 2021, le nombre de touristes étrangers arrivés aux Maldives s'est élevé à 613.000 soit une augmentation de 59% par rapport à la même période en 2020, année marquée par une forte baisse des arrivées (-61%) en raison de la fermeture du pays d'avril à juillet. Les arrivées restent néanmoins largement inférieures (de 38%) par rapport à la période équivalente en 2019 (janv-juil 2019: 995.000 arrivées). Le nombre de nuitées augmente de 77% sur les premiers mois de l'année 2021 (après une baisse de 56% en 2020). Au mois de juillet 2021, le nombre d'arrivées s'est élevé à 101.818, ce qui est encore 23% en deçà du niveau pré-Covid. En juillet, le principal pays émetteur a été de loin la Russie, suivie par l'Inde et l'Arabie Saoudite.

Népal

Objectif d'investissements fixé par l'Investment Board Nepal à 10 Mds USD sur cinq ans

L'Investment Board Nepal (IBN) s'est fixé pour objectif d'approuver des investissements d'une valeur de 10 Mds USD au cours des cinq prochaines années et de développer davantage de partenariats public-privé (objectif de 6 Mds USD sur la même période). A titre de comparaison, les IDE se sont élevés à 198,5 Mds NPR (environ 1,4 Md EUR) au terme de l'exercice 2019/20 équivalant à 8,6% du PIB environ. Le conseil d'administration a rendu public son plan stratégique comprenant ces objectifs à l'occasion de son 10e anniversaire mercredi, par la voix du Premier ministre Sher Bahadur Deuba, qui est également le président de l'IBN.

Pour rappel, l'IBN fonctionne comme un guichet unique gouvernemental chargé de faciliter le développement économique au Népal en créant un environnement favorable aux investissements nationaux et étrangers.

La Banque centrale publie un avis sur la crypto-monnaie

La *Nepal Rastra Bank*, le régulateur et superviseur du secteur bancaire, a publié jeudi un avis avertissant que la transaction, l'utilisation et l'extraction de crypto-monnaie sont illégales dans le pays. La déclaration signée par Ramu Paudel, directeur exécutif du département de gestion des changes de la NRB exhorte toutes les personnes concernées à s'abstenir de telles activités sous peine de sanctions.

Pakistan

Les dépôts dans les banques ont augmenté de 18% au cours de l'exercice budgétaire 2020/21

Le montant des dépôts a atteint un niveau record avec près de 19 210 Mds PKR (116 Mds USD), en progression de 18% au cours des 12 derniers mois. Une large partie de ces dépôts a été placée dans les instruments financiers mis en place par le gouvernement et notamment les « *Pakistan Investment Bonds* » (P.I.B) et « *Treasury Bills* », principaux vecteurs des sources de financement des pouvoirs publics.

Cette progression s'explique en partie par les besoins croissants de financement du gouvernement, qui sont désormais strictement encadrés, conformément au programme de facilité élargie consenti par le FMI en juillet 2019, interdisant tout recours aux avances de la Banque centrale (SBP *State Bank of Pakistan*). La hausse des dépôts est aussi la résultante d'une augmentation des liquidités afin de fluidifier les transferts entre acteurs économiques, en période de pandémie et d'incertitudes sur la croissance.

La Banque centrale table toujours sur une progression du PIB de 4,8% pour l'année fiscale 2021/2022, contre 0,5 % réalisés l'année précédente. Le FMI et la Banque Mondiale sont beaucoup plus réservés sur le rebond attendu de la croissance avec des prévisions qui oscillent entre 2, 1 % et 2,5% pour l'année fiscale 2021/2022.

Le Pakistan prépare activement les négociations pour le renouvellement du SPG+

A l'occasion du « *Pakistan – UE Business Forum* », la représentante de l'UE au Pakistan s'est félicitée des avancées enregistrées dans le processus de renouvellement du statut du SPG+. Accordé au Pakistan en 2013, le renouvellement a fait l'objet de nombreux échanges portant sur une réelle amélioration de certains chapitres tels que le travail des enfants, la liberté syndicale et même l'application de la peine de mort. Sur 27 chapitres, 26 sont considérés comme remplis. Pour mémoire, le bénéfice pour l'économie pakistanaise et notamment le très dynamique secteur à l'exportation qu'est l'industrie textile, a permis de générer un surplus de ventes à l'étranger, estimé à 7 Mds EUR par la représentante de l'UE.

L'Indice de cotation de la bourse de Karachi pourrait se voir rétrogradé par MSCI (*Morgan Stanley Capital International*)

L'indice PSX (*Pakistan Stock Exchange*) était depuis 2017 intégré dans l'indice composite des pays émergents (EM) et atteignait un pic en mai 2017 à 53 000 points contre 46 918 hier à la bourse de Karachi (*Karachi Stock Exchange – KSE*). La décision annoncée par MSCI prévoit une rétrogradation de l'indice dans la catégorie des pays les moins avancés.

Certains analystes financiers considèrent que cette décision pourrait ramener des investisseurs nationaux qui avaient boudé la place de Karachi depuis plusieurs années. 23 sociétés pakistanaïses seront désormais listées au KSE, représentant 2,3% du total de l'indice composite MSCI EM et 5,8% du MSCI 100.

La dépréciation de la roupie (PKR) face au dollar se poursuit atteignant un nouveau plancher à 167,23 PKR

Entamée depuis plusieurs mois, la lente mais constante dépréciation de la devise nationale atteint désormais 4,67% depuis son plus haut cours en avril dernier. Pour mémoire, la roupie pakistanaïse était classée comme la devise ayant enregistré la pire évolution au sein du panier des 13 monnaies d'Asie. Depuis l'entrée en vigueur du programme du FMI, le cours de la roupie n'est

plus administré par la Banque centrale mais résulte des échanges constatés sur le marché interbancaire.

Sri Lanka

La Banque centrale annonce un ancrage de la roupie au dollar

Dans un contexte de fortes pressions sur la devise, cet ancrage est conforté par l'obligation pour les importateurs d'effectuer un dépôt en numéraire pour les importations jugées non essentielles. Contre toute attente, après avoir autorisé la semaine dernière les banques de la Place à fixer librement le taux USD/LKR, ce qui s'était traduit par une forte appréciation du dollar (10% en une semaine), la Banque centrale a officiellement demandé à ces dernières de maintenir le taux de change USD/LKR dans une fourchette de 200/203. Pour pallier les pressions spéculatives sur la roupie, le Conseil de Politique monétaire de la Banque centrale a décidé le 8 septembre d'imposer aux importateurs la constitution d'un dépôt de garantie en numéraire équivalent à la valeur de leurs importations sur un certain nombre de produits jugés non essentiels (téléphonie, électroménager, vêtements, pneus, etc.). Alors que dans les jours qui précédaient l'annonce de la Banque centrale le dollar s'échangeait à 225/230 LKR, cette dernière a eu pour effet de paralyser le fonctionnement du marché des changes.

Extension du moratoire sur le remboursement des emprunts bancaires en faveur des entreprises jusqu'au 31 décembre

Dans le contexte de 4ème vague portée par le variant Delta qui touche le pays et consécutivement au confinement imposé par les autorités, la Banque Centrale a demandé aux banques de la place de proroger jusqu'au 31 décembre 2021 le moratoire sur le remboursement de leurs prêts (principal et intérêt). Il est demandé aux banques d'apporter une attention particulière à la situation des PME. Les échéances dues au titre du moratoire pourront être refinancées par un nouveau prêt de 6 mois à un taux plafond de 6,93% par an dont le remboursement commencera le 1^{er} juillet 2022.

Hausse du déficit budgétaire de 6% sur les six premiers mois de l'année

Au cours des six premiers mois de l'année 2021, les recettes budgétaires se sont élevées à 715 Mds LKR (3,6 Mds USD), soit une hausse de 7,5% en g.a. Sur la période, les dépenses ont augmenté de 6,7% atteignant 1.495 Mds LKR (7,5 Mds USD). Le déficit budgétaire s'est élevé à 780 Mds LKR (3,9 Mds USD), soit une hausse de 6%. Le déficit budgétaire rapporté au PIB sur les six premiers mois de l'année s'élève à 4,7% par rapport à 4,9% en 2020 (pour mémoire l'objectif pour 2021 était de ramener le déficit à 8,9% du PIB). La dette du gouvernement central (hors dette garantie) a augmenté de 9,6% pour atteindre fin juin 16.564 Mds LKR (82 Mds USD), soit 100,5% du PIB.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international